



Bruxelles, le 11.12.2018
COM(2018) 845 final

ANNEX

ANNEXE

de la

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL EUROPÉEN ET AU CONSEIL**

**Dix-septième rapport sur les progrès accomplis dans la mise en place d'une union de la
sécurité réelle et effective**

Liste des initiatives législatives

ANNEXE

PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA CONCRÉTISATION DES PRIORITÉS LÉGISLATIVES

	Présentées et approuvées
	Accord pouvant être dégagé rapidement suivant les procédures normales
	Accord possible si engagement politique fort de toutes les institutions de l'UE

D) Initiatives lancées dans le cadre du discours sur l'état de l'Union en 2018¹

Politique	Description	Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
Prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne ²	Proposé en septembre 2018; le Conseil a adopté son mandat le 6 décembre 2018.			
Extension des compétences du Parquet européen aux infractions terroristes transfrontières ³	Proposé en septembre 2018.			
Modification ciblée du règlement relatif au financement des partis politiques en ce qui concerne une procédure de vérification relative aux infractions aux règles de protection des données à caractère personnel dans le contexte des élections au Parlement européen ⁴	Proposé en septembre 2018.			
Renforcement des capacités de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes ⁵	Proposé en septembre 2018.			
Centre européen de compétences industrielles, technologiques et de recherche en matière de cybersécurité ⁶	Proposé en septembre 2018.			

¹ https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-speech_fr.pdf. Voir aussi la lettre d'intention du président Juncker: https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-letter-of-intent_fr.pdf.

² COM(2018) 640 final du 12.9.2018.

³ COM(2018) 641 final du 12.9.2018.

⁴ COM(2018) 636 final du 12.9.2018.

⁵ COM(2018) 631 final du 12.9.2018.

⁶ COM(2018) 630 final du 12.9.2018.

II) Priorités définies dans la déclaration commune⁷

Politique	Description	Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
Système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages ⁸	Proposé en novembre 2016; accord entre les colégislateurs; adoption formelle à l'automne 2018.			
Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice ⁹	Proposé en juin 2017; accord entre les colégislateurs; adoption formelle à l'automne 2018.			
Renforcement du système d'information Schengen ¹⁰	Proposé en décembre 2016; accord entre les colégislateurs; adoption formelle à l'automne 2018.			
Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme ¹¹	Proposé en juillet 2016; adoption formelle en mai 2018.			
Système d'entrée/de sortie ¹²	Proposé en avril 2016; adoption formelle en novembre 2017.			
Contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes ¹³	Proposé en novembre 2015; adoption formelle en mai 2017.			
Directive relative à la lutte contre le terrorisme ¹⁴	Proposé en décembre 2015; adoption formelle en mars 2017.			
Acte législatif sur la cybersécurité ¹⁵	Proposé en septembre 2017; accord entre les colégislateurs; adoption formelle en 2019.			
Système européen d'information	Proposé en janvier 2016 et			

⁷ https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/joint-declaration-eu-legislative-priorities-2018-19_en.pdf.

⁸ COM(2016) 731 final du 16.11.2016.

⁹ COM(2017) 352 final du 29.6.2017.

¹⁰ COM(2016) 881 final du 21.12.2016, COM(2016) 882 final du 21.12.2016 et COM(2016) 883 final du 21.12.2016.

¹¹ Directive (UE) 2018/841 du 30.5.2018.

¹² Règlement (UE) 2017/2226 du 30.11.2017.

¹³ Directive (UE) 2017/853 du 17.5.2017.

¹⁴ Directive (UE) 2017/541 du 15.3.2017.

¹⁵ COM(2017) 477 final du 13.9.2017.

Politique	Description	Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
sur les casiers judiciaires ¹⁶	complété en juin 2017; phase finale des discussions en trilogue.			
Interopérabilité des systèmes d'information de l'Union en matière de sécurité et de gestion des frontières et des migrations ¹⁷	Proposé en décembre 2017 et modifié en juin 2018; phase finale des discussions en trilogue.			
Accès transfrontière des autorités répressives aux preuves électroniques ¹⁸	Proposé en avril 2018; le Conseil a adopté son mandat de négociation; le Parlement européen doit adopter son mandat de négociation et entamer les discussions en trilogue.			
Accès transfrontière des services répressifs aux données financières et utilisation de celles-ci par ces services ¹⁹	Proposé en avril 2018; le Conseil a adopté son mandat de négociation; les colégislateurs doivent entamer des discussions en trilogue.			
Renforcement d'Eurodac ²⁰	Proposé en mai 2016; le Parlement européen et le Conseil doivent achever les discussions en trilogue.			

¹⁶ COM(2016) 7 final du 19.1.2016 et COM(2017) 344 final du 29.6.2017.

¹⁷ COM(2017) 793 final du 12.12.2017, COM(2017) 794 final du 12.12.2017, COM(2018) 478 final du 13.6.2018 et COM(2018) 480 final du 13.6.2018.

¹⁸ COM(2018) 225 final du 17.4.2018 et COM(2018) 226 final du 17.4.2018.

¹⁹ COM(2018) 213 final du 17.4.2018.

²⁰ COM(2016) 272 final du 4.5.2016.

III) Autres initiatives législatives en cours d'examen relevant de l'union de la sécurité

Politique	Description	Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
Lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement ²¹	Proposé en septembre 2017; les discussions en trilogue sont en cours.			
Restriction de la commercialisation et de l'utilisation de précurseurs d'explosifs ²²	Proposé en avril 2018; le Parlement européen et le Conseil doivent adopter leur mandat de négociation et entamer les discussions en trilogue.			
Renforcement des éléments de sécurité des cartes nationales d'identité et des titres de séjour ²³	Proposé en avril 2018; le Parlement européen et le Conseil ont adopté leur mandat de négociation et doivent entamer les discussions en trilogue.			
Renforcement du système d'information sur les visas ²⁴	Proposé en mai 2018; le Parlement européen et le Conseil doivent adopter leur mandat de négociation et entamer les discussions en trilogue.			

²¹ COM(2017) 489 final du 13.9.2017.

²² COM(2018) 209 final du 17.4.2018.

²³ COM(2018) 212 final du 17.4.2018.

²⁴ COM(2018) 302 final du 16.5.2018.